

[Text]

The Chairman: I would have to go to Senator Roblin or someone else who has more experience than I. When it is a white paper, is that what it signifies?

Senator Roblin: Mr. Chairman, in my opinion a white paper is a statement of intentions. It is not the law and it may very well be modified in some detail before it becomes the law. Therefore retroactivity seems to me to apply to anything that took place before the law itself was enacted. I would be on the side of saying no retroactivity. Until the bill is passed, it is not law.

Senator Godfrey: Senator Roblin, what about a budget statement? It is not law and may not be passed for another year. I am afraid I do not agree with you. A white paper is a statement of government intentions as to what they are going to do, just in the same way as a budget is, and a budget takes effect right away.

Senator Kelly: Actually, Mr. Chairman, I would echo Senator Godfrey. It seems to me that, from a corporate standpoint, once a white paper is published then the direction is suggested pretty clearly. Notwithstanding the fact that it does not become law, any prudent management would take into account the fact that that is a possible direction, at the very least, I would think.

The Chairman: Is it only a question of drafting that is bothering you, or do you have a specific instance in your own organization, or one that you know of, that is causing difficulty?

Mr. Morson: No, I do not have a specific instance, Mr. Chairman. However, until the definition of related companies or associated companies is clear, one cannot be sure whether or not they are in breach of what is intended.

Senator Roblin: Mr. Chairman, I come back to my point. I do not disagree with the idea that prudence would indicate that one should be careful. However, we have got into a bad habit, in spite of budget retroactivity provisions, which are real, of being tempted to bring in what I consider to be retroactive legislation and I am sorry, I just do not approve of it. I never did it myself when I was in a position to do it, and I do not think other people should do it.

Senator Godfrey: Senator Roblin, are you saying that you never brought out a budget in Manitoba?

The Chairman: A budget is a different thing.

Senator Godfrey: It is a question of principle, Mr. Chairman.

Senator Roblin: I must say that I do not see it in the same terms as Senator Godfrey sees it. There is a great difference between a piece of legislation and a budget.

The Chairman: I think I am in accord with Senator Roblin on this point. I understand the problem because of the "sub of subs" and the problem of definition as to what is covered. I should like to know whether there are any specific instances.

Mr. Kavanagh: We tried to express that on page 7 of the written brief, where we say:

[Traduction]

Le président: Il faudrait que le sénateur Roblin ou que quelqu'un qui a plus d'expérience que moi nous renseigne à ce sujet. Que se passe-t-il lorsqu'il est question d'un Livre blanc?

Le sénateur Roblin: Monsieur le président, à mon avis, un Livre blanc est une déclaration d'intentions. Ce n'est pas une loi et il peut très bien être modifié avant de le devenir. En conséquence, il me semble que la rétroactivité ne peut pas s'appliquer avant que la loi soit adoptée. À mon avis, il ne devrait pas être question de rétroactivité. Tant que le projet de loi n'est pas adopté, ce n'est pas une loi.

Le sénateur Godfrey: Sénateur Roblin, qu'en est-il de la présentation du budget? Il ne s'agit pas d'une loi et il est fort possible que le budget ne soit pas adopté avant un an. Je ne suis pas d'accord avec vous. Un Livre blanc est une déclaration d'intentions par laquelle le gouvernement annonce ce qu'il entend faire, au même titre qu'un budget, et le budget entre en vigueur immédiatement.

Le sénateur Kelly: Monsieur le président, je suis du même avis que le sénateur Godfrey. Il me semble que lorsqu'un Livre blanc est déposé, les orientations envisagées sont assez claires pour l'entreprise. Même si le Livre blanc n'a pas force de loi, tout administrateur prudent devrait prendre en considération le fait que c'est une orientation possible, c'est du moins ce que je pense.

Le président: Est-ce simplement une question de rédaction qui vous préoccupe, ou y a-t-il dans votre groupe un cas particulier qui pose des problèmes?

M. Morson: Non, il n'y a pas de problème particulier, monsieur le président. Quoi qu'il en soit, tant que la définition des compagnies liées ou associées ne sera pas claire, on ne pourra pas savoir si l'on contrevient ou non à cette déclaration d'intentions.

Le sénateur Roblin: Monsieur le président, j'en reviens à ce que je disais. Je reconnais que la prudence était de mise. Toutefois, nous avons pris la mauvaise habitude, exception faite des dispositions budgétaires rétroactives qui sont justifiées, d'essayer d'adopter des projets de loi que je considère rétroactifs, ce que je trouve malheureusement inacceptable. Je n'ai jamais procédé ainsi lorsque j'étais en mesure de le faire, je pense que personne ne devrait agir ainsi.

Le sénateur Godfrey: Sénateur Roblin, voulez-vous dire que vous n'avez jamais présenté de budget au Manitoba?

Le président: Un budget est différent.

Le sénateur Godfrey: Il s'agit d'une question de principe, monsieur le président.

Le sénateur Roblin: Je ne vois pas les choses de la même façon que le sénateur Godfrey. Il y a une différence énorme entre un projet de loi et un budget.

Le président: Je pense que je suis d'accord avec le sénateur Roblin sur ce point. Je comprends les problèmes que posent les «filiales des filiales» et la définition, et j'aimerais savoir s'il y a des cas précis qui pourraient causer des problèmes.

M. Kavanagh: Nous avons essayé d'expliquer cela à la page 7 de notre mémoire: